

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1998

Excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars en juillet 1998

Un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars a été enregistré en juillet 1998, ce qui est légèrement inférieur à celui de 1,9 milliard déclaré en juillet 1997. Ce recul de l'excédent mensuel, d'une année sur l'autre, est attribuable à l'augmentation (de 3,3 p. 100) des dépenses de programmes, des remboursements aux sociétés et de ceux au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).

Les recettes budgétaires sont pratiquement inchangées, puisque la hausse des remboursements et la baisse des recettes de cotisations d'assurance-emploi ont compensé la forte progression des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,4 p. 100 en juillet 1998 par rapport à juillet 1997, renversant la baisse d'une année sur l'autre déclarée en juin 1998. La hausse observée en juillet 1998 est en partie attribuable au calendrier des recettes entre juin et juillet.
- Les rentrées d'impôt des sociétés et les recettes de TPS ont toutes deux diminué (de 14,4 p. 100 et de 14,6 p. 100 respectivement), ce qui reflète les remboursements plus élevés effectués en juillet 1998 par rapport à la même période l'an dernier.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 4,6 p. 100, traduisant la baisse des taux de cotisation pour 1998.

L'augmentation des dépenses de programmes est surtout attribuable à la progression des paiements sous forme de prestations aux personnes âgées et de prestations d'assurance-emploi.

- Les prestations aux personnes âgées ont augmenté de 6 p. 100, traduisant la hausse du nombre de prestataires et celle de la moyenne des prestations, lesquelles sont indexées pour inflation.

- Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 6,5 p. 100, les paiements plus élevés relatifs aux mécanismes d'emploi et de soutien ayant compensé la baisse des paiements consacrés aux prestations courantes. Cette dernière était attribuable au nombre plus modeste de chômeurs.
- Les transferts à d'autres administrations et les dépenses de programmes directes ont légèrement augmenté.

Les frais de la dette publique ont légèrement progressé en raison de la hausse du taux d'intérêt réel moyen applicable à la dette du gouvernement portant intérêt, ce qui reflète l'effet des taux d'intérêt à court terme plus élevés et des changements dans la composition de la dette du gouvernement portant intérêt.

Hausse de 1,4 milliard de dollars de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 1998-99 (avril à juillet), l'excédent budgétaire est estimé à 7,4 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de plus que l'excédent de 6,0 milliards estimé pour la même période l'an dernier. Les recettes budgétaires ont progressé de 1,8 milliard de dollars (3,7 p. 100). Les dépenses de programmes ont progressé de 0,2 milliard (0,5 p. 100) et les frais de la dette publique, de 0,3 milliard (2,4 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,1 milliards de dollars, soit 8,8 p. 100. Cette hausse résulte de l'augmentation des impôts acquittés lors de la production des déclarations de revenus, résultat de la vigoureuse progression des revenus pendant l'année d'imposition 1997, et de la croissance soutenue des recettes au chapitre des prélèvements mensuels à même le revenu d'emploi, conséquence de l'accroissement du nombre de travailleurs.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations¹

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 040	13 052	49 992	51 831
Dépenses de programmes	-7 707	-7 958	-30 353	-30 507
Solde de fonctionnement	5 333	5 094	19 639	21 324
Frais de la dette publique	-3 423	-3 448	-13 629	-13 958
Déficit ou excédent	1 910	1 646	6 010	7 366
Opérations non budgétaires	-238	-1 543	-4 818	-5 140
Solde financier (opérations de change exclues)	1 672	103	1 192	2 226
Opérations de change	2 922	-2 420	3 970	1 208
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts	-4 919	880	-10 875	-8 892
Variation nette de l'encaisse	-325	-1 437	-5 713	-5 458

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

¹ Les termes « solde budgétaire » et « solde financier », utilisés comme principales mesures de la situation financière de l'État, n'ont pas toujours été bien compris. Ils sont explicités dans le corps du texte.

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, soit 7,0 p. 100, traduisant la baisse des remboursements et la hausse des rentrées brutes, résultat de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés dans certains secteurs de l'économie.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 4,4 p. 100, en raison de la baisse des taux de cotisation. Ce taux est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par 100 dollars de gains assurables entre 1997 et 1998, et le taux des cotisations patronales a été réduit en conséquence.
- Les recettes nettes de TPS n'ont presque pas bougé par rapport à la même période l'an dernier, la hausse des remboursements ayant compensé la forte progression des recettes brutes.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, la hausse des importations ayant plus que compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise affichent une très légère progression, la baisse de la taxe sur le transport aérien, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998, ayant largement compensé l'accroissement des taxes et les droits sur l'énergie et le tabac.
- Les recettes non fiscales, qui se composent du rendement des placements et d'autres recettes comme les droits et le produit de la vente d'éléments d'actif,

ont fléchi de 0,4 milliard de dollars, ou 18,3 p. 100. Les fluctuations de cette composante sont très variables, ce qui reflète le calendrier des recettes.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, la hausse des prestations aux personnes âgées ayant compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Cette dernière est attribuable au recul du nombre de prestataires, traduisant la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont légèrement progressé, résultat de la hausse des paiements de péréquation. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPPS) demeurent inchangés, puisque la législation en vigueur empêche le montant des transferts en espèces pour un exercice donné entre 1997-98 et 2002-2003 d'être inférieur à 12,5 milliards de dollars. Toutefois, le total des droits au titre du TCSPPS se compose des transferts en espèces et des transferts de points d'impôt. En raison du plancher des transferts en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, le total des droits au titre du TCSPPS augmente.

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet		d'avril à juillet		Variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 865	6 649	23 627	25 715	8,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 850	1 584	5 887	6 301	7,0
Autres	300	220	875	833	-4,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 015	8 453	30 389	32 849	8,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 815	1 732	7 378	7 051	-4,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 809	1 545	6 624	6 642	0,3
Droits de douane à l'importation	222	251	710	756	6,5
Autres taxes et droits d'accise	662	724	2 819	2 843	0,9
Total des taxes et droits d'accise	2 693	2 520	10 153	10 241	0,9
Total des recettes fiscales	12 523	12 705	47 920	50 141	4,6
Recettes non fiscales	517	347	2 072	1 690	-18,4
Total des recettes budgétaires	13 040	13 052	49 992	51 831	3,7

- Les dépenses de programmes directes, soit l'excédent du total des dépenses de programmes sur les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, n'ont presque pas changé d'une année sur l'autre. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, et les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital de l'État, y compris au chapitre de la défense. Le calendrier des paiements et l'effet des compressions découlant de l'Examen des programmes annoncées dans le budget de 1996 influe sur l'évolution de cette composante.

L'augmentation des frais de la dette publique reflète principalement une légère hausse du taux d'intérêt réel moyen, résultat des changements de la composition de la dette portant intérêt et de l'accroissement des taux d'intérêt à court terme.

Excédent financier de 3,4 milliards de dollars

Le solde budgétaire est établi suivant une version modifiée de la méthode de comptabilité d'exercice selon laquelle les engagements de l'État sont constatés dès qu'ils sont souscrits, peu importe à quel moment le paiement correspondant est effectué. En outre, le solde budgétaire vise uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle en vertu de la loi.

Inversement, le solde financier – besoins ou excédent – mesure la différence entre les recettes et les dépenses de l'État. Le solde financier diffère du solde budgétaire puisqu'il englobe les opérations portant sur les prêts, les dotations en capital et les avances, les opérations sur les comptes de pension de retraite des fonctionnaires fédéraux, les opérations sur les autres comptes à fins déterminées et l'évolution des autres actifs et engagements financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse se reflète également dans les opérations non budgétaires. Enfin, le résultat net des opérations de change est également compris dans le solde financier.

Les opérations non budgétaires se sont soldées par un besoin net de 5,1 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 1998, comparativement à un besoin net de 4,8 milliards pour la même période l'an dernier. Cela s'est traduit par un excédent financier (opérations de change exclues) de 2,2 milliards pour les quatre premiers mois de 1998-99, comparativement à 1,2 milliard pour la même période l'an dernier.

Les opérations de change s'entendent de toutes les opérations visant les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet		d'avril à juillet		Variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 820	1 929	7 290	7 497	2,8
Prestations d'assurance-emploi	820	873	3 734	3 671	-1,7
Total	2 640	2 802	11 024	11 168	1,3
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	4 167	4 167	0,0
Transferts fiscaux	768	817	3 079	3 132	1,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	-710	-747	5,2
Total	1 632	1 672	6 536	6 552	0,2
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	37	74	112	130	16,1
Affaires étrangères	110	107	458	370	-19,2
Santé	64	84	262	324	23,7
Développement des ressources humaines	7	73	409	509	24,4
Affaires indiennes et du Nord	281	271	1 569	1 578	0,6
Industrie et développement régional	93	105	360	343	-4,7
Anciens combattants	117	114	459	453	-1,3
Autres	183	185	802	686	-14,5
Total	892	1 013	4 431	4 393	-0,9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	65	60	314	290	-7,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	156	140	520	597	14,8
Autres	68	121	360	365	1,4
Total	289	321	1 194	1 252	4,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	755	715	2 413	2 298	-4,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 499	1 435	4 755	4 844	1,9
Total	2 254	2 150	7 168	7 142	-0,4
Total des dépenses directes de programmes	3 435	3 484	12 793	12 787	0,0
Total des dépenses de programmes	7 707	7 958	30 353	30 507	0,5
Frais de la dette publique	3 423	3 448	13 629	13 958	2,4
Total des dépenses budgétaires	11 130	11 406	43 982	44 465	1,1
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 164	5 487	21 991	22 113	0,6

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et solde financier

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire : déficit (-) ou excédent (+)	1 910	1 646	6 010	7 366
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	157	392	83	547
Autres	62	38	69	53
Total	219	430	152	600
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-479	-514	690	484
Comptes de pension de retraite	339	-414	1 131	1 228
Autres	15	-13	-195	-57
Total	-125	-941	1 626	1 655
Autres opérations	-332	-1 032	-6 596	-7 395
Total des opérations non budgétaires	-238	-1 543	-4 818	-5 140
Solde financier (opérations de change exclues)	1 672	103	1 192	2 226
Opérations de change	2 922	-2 420	3 970	1 208
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-4 200	0	5 238	10 223
Obligations d'épargne du Canada	-280	-283	-1 207	-1 821
Bons du Trésor	1 700	-3 100	-13 300	-20 700
Autres	386	515	833	1 571
Total partiel	-2 394	-2 868	-8 436	-10 727
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	167	94	530	365
Total	-2 227	-2 774	-7 906	-10 362
Payables en devises				
Obligations négociables	-776	3 494	-776	3 494
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-1 590	252	-1 867	-1 151
Billets du Canada	-326	-92	-326	-873
Total	-2 692	3 654	-2 969	1 470
Variation nette des emprunts	-4 919	880	-10 875	-8 892
Variation de l'encaisse	-325	-1 437	-5 713	-5 458

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	31 juillet 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	4 825
En devises	49	9
Total de l'encaisse	10 292	4 834
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	304 764
Bons du Trésor	112 300	91 600
Obligations d'épargne du Canada	30 593	28 816
Autres	3 456	5 027
Total partiel	440 890	430 207
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	486
Total	440 044	429 721
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	19 363
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 205
Billets du Canada	1 624	751
Total	26 913	28 319
Total de la dette non échue	466 957	458 040

dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse, et vice versa (achète des dollars canadiens) quand des pressions à la baisse s'exerce sur le dollar canadien. L'achat de dollars canadiens représente une ressource des opérations du fonds des changes tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des obligations en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves de change du Canada, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les opérations de change pour les quatre premiers mois de 1998-99 ont constitué des ressources nettes de 1,2 milliard de dollars, contre 3,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Grâce à un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars, à un besoin net de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et à des ressources nettes de 1,2 milliard au titre des opérations de change, l'excédent financier net, pour la période d'avril à juillet 1998, s'est élevé à 3,4 milliards, comparativement à 5,2 milliards pour la même période l'an dernier.

Fort de cet excédent financier, et en raison d'une diminution de l'encaisse de 5,4 milliards de dollars, le gouvernement a remboursé une tranche de 8,8 milliards de sa dette détenue sur les marchés pendant les quatre premiers mois de 1998-99.

